

**DECISION DU PRESIDENT N° 099-25**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE CAPTURE ET D'ACCUEIL EN FOURRIERE DES ANIMAUX ERRANTS ET/OU DANGEREUX

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles du Code de la commande publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la nécessité de bénéficier d'un service de capture et d'accueil en fourrière d'animaux errants pour toutes les communes du territoire de la Communauté de communes,

Considérant l'offre de l'entreprise LE HAMEAU CANIN de Luçon, pour une durée de 1 an reconductible tacitement 3 fois (soit 4 ans) à compter du 1^{er} mai 2025, pour un montant tel que :

- Une part fixe annuelle de 0.40 €/habitant soit 11 507.20 € sur la base de la population légale de 2024 à hauteur de 28 768 habitants,
- Une part variable de 130 € par animal non identifié et de 90 € par animal identifié,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché de capture et d'accueil en fourrière des animaux errants et/ou dangereux, pour une durée de 1 an reconductible tacitement 3 fois à compter du 1^{er} mai 2025 (soit 4 ans), à l'entreprise LE HAMEAU CANIN de Luçon pour un montant tel que :

- Une part fixe de 11 507.20 € annuelle
- Une part variable de 130 € par animal non identifié et de 90 € par animal identifié.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget général, article 6228.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 3 avril 2025

Le Président
Jacky DALLEY

